



**Trésor**  
DIRECTION GÉNÉRALE

## Quinzaine marocaine – du 1<sup>er</sup> au 14 février 2021

### *Zoom du Service Economique*

## La dette publique du Maroc en 2020 : une hausse inévitable, mais qui reste sous contrôle

**La pandémie a fait grimper la dette publique mondiale à un niveau historique en 2020**, représentant désormais 98 % du PIB mondial selon le FMI (contre 84 % en 2019). A titre d'exemples, les dettes publiques des Etats-Unis, de la France, de la Chine et de la Turquie sont ainsi passées respectivement de 108,2 % à 128,7 % du PIB ; 98,1 % à 115,3 % ; 56,5 % à 65,2 % et 31,7 % à 40,4 %.

**Pour sa part, la dette publique du Maroc a augmenté de plus de 10 points en 2020. La dette du Trésor a atteint 76,4% du PIB en 2020, contre 64,9% en 2019**, soit 11,5 pts d'augmentation. La dette extérieure a grimpé à 18,3 % du PIB (14,2 % en 2019) pour représenter 24 % de l'encours global de la dette du Trésor. Cette dernière reste toutefois essentiellement domestique, à hauteur de 58,1 % du PIB. En tenant compte de la dette extérieure garantie (17,8 % du PIB contre 13,9 % fin 2019), **l'endettement public global a atteint 94,2% du PIB en 2020, contre 80,4% en 2019.**

**Le coût de la dette publique, du fait d'une gestion active des autorités marocaines, reste contenu.** La dette du Trésor marocaine présente d'indéniables points forts :

- **Un coût moyen relativement bas**, qui s'inscrit dans la baisse continue des dernières années. En son sein, le portefeuille des emprunts extérieurs est en effet essentiellement concessionnel, il est détenu à hauteur de 63 % par les créanciers officiels (multilatéraux et bilatéraux) et son coût moyen (toutes maturités confondues) est estimé à 2,7 % à fin 2020. Le service de la dette en 2021 sera inférieur à celui de 2020 ;
- **un faible risque de refinancement**, avec une part du court terme qui ne dépasse pas 13,2 % et une durée de vie moyenne de près de 7 ans (à fin juin 2020) ;
- **un risque de taux maîtrisé**, la dette étant contractée à taux fixe à hauteur de 92 %. Pour la dette extérieure, le fixe est à hauteur de 69 % et le variable à hauteur de 31 % (dont 24 % indexés sur l'Euribor, négatif depuis plusieurs années consécutives) ;
- **un risque de change sous contrôle**, la dette extérieure du Trésor étant libellée à hauteur de 60 % en euro et 34 % en dollar, proche de la pondération du panier de devises définissant la valeur de change du dirham (60 % euro, 40 % dollar).

## Actualités économiques et financières

### MACROECONOMIE, COMMERCE & FINANCE

- Chômage : « il nous faut 2 à 3 ans pour récupérer les emplois perdus en 2020 » selon le Haut-Commissaire au Plan.** Selon Ahmed Lahlimi, Haut-Commissaire au Plan, 432 000 emplois ont été perdus au Maroc cette année. Le nombre de chômeurs a ainsi augmenté de 332 000 individus (représentant 1,43 million de personnes au total), 100 000 personnes ayant quitté le marché de l'emploi. En conséquence, le taux de chômage est passé de 9,2 % en 2019 à 12 % en 2020 et le taux d'activité a diminué d'un point à 44,8 %. En 2019, l'économie marocaine a créé 78 000 emplois par point de croissance : à ce rythme, une croissance de 5,5 % du PIB en 2021 permettrait d'absorber les pertes de 2020. Toutefois, selon le Haut-Commissaire, le contenu de la croissance en 2021 sera différent. Le principal déterminant en termes de création d'emplois serait davantage la reprise des secteurs fortement touchés par la crise que la croissance globale. Or, les plus touchés sont également les plus imprévisibles, car sensibles à des facteurs exogènes tels que, pour le tourisme par exemple, la circulation entre le Maroc et l'étranger. M. Lahlimi note cependant un point positif avec la perspective d'une bonne année agricole. Les pertes d'emplois les plus nombreuses ont été enregistrées dans le monde rural, en raison de la sécheresse qui s'est superposée à la pandémie. Dans ces conditions, le HCP estime que l'absorption des pertes de 2020 sera mécanique sur deux ou trois ans (effet de rattrapage), mais que le taux de chômage restera élevé, tant que les nouveaux entrants auront des difficultés à trouver un emploi (45 % des jeunes en milieu urbain sont au chômage).
- Commerce extérieur : allègement du déficit commercial à fin 2020.** Selon l'Office des Changes, au titre de l'année 2020, les importations de marchandises enregistrent, en glissement annuel, une diminution plus rapide (- 14,1 %) que les exportations (- 7,5 %). En conséquence, le déficit commercial s'allège de 47,7 M MAD et représenterait, selon le HCP, 14,4 % du PIB (contre 18,2 % en 2019). Le repli des importations s'explique par le recul des importations de la quasi-totalité des groupes de produits (hormis produits alimentaires) : produits énergétiques (-34,7 %), produits finis de consommation (-15,9 %), biens d'équipement (-13,6 %), demi-produits (- 10,9 %). La diminution des exportations est principalement liée à celles des secteurs de l'aéronautique (- 28,9 %), du textile et du cuir (- 19,2 %) et de l'automobile (- 9,3 %). Seuls les secteurs des phosphates et de l'agriculture - agroalimentaire affichent une évolution positive de respectivement 3,7 % et 0,7 %.
- Moody's : dégradation de la perspective de la note de la dette souveraine du Maroc,** passant de stable à négative (notation Ba1). Cette dégradation reflète, selon l'agence, « l'impact à moyen terme de la pandémie sur la solidité budgétaire du Maroc, en particulier à la lumière de la reprise économique médiocre attendue compte tenu de l'exposition concentrée de l'économie aux secteurs et aux partenaires commerciaux durement touchés par la pandémie ».
- Résilience de la banque participative (islamique) face à la crise.** L'encours des financements des fenêtres et banques participatives ont augmenté de 48,1 % pour atteindre 13,5 Md MAD à fin décembre 2020 en glissement annuel. Malgré un arrêt quasi-total de l'activité pendant le confinement, le secteur a profité de la reprise des segments immobiliers et automobile. L'écosystème de la finance participative devrait continuer de croître en 2021 avec l'arrivée de l'assurance participative (dite *Takaful*).
- La Chambre Française de Commerce et d'Industrie au Maroc (CFCIM) s'engage dans l'accompagnement des entrepreneurs.** La CFCIM a signé une convention avec l'Anapec, le CRI de Casablanca-Settat, l'Ecole Nationale Supérieure de l'électricité et de la mécanique (ENSEM) et la Caisse centrale de garantie (CCG), qui vise à mettre en place des dispositifs d'accompagnement pour les primo-entrepreneurs (bénéficiaires du programme Intelaka inclus). 15 entrepreneurs bénéficieront de différents programmes de tutorat, networking, et seront accompagnés par des mentors et *business angels*.

### INDUSTRIES, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, TRANSPORT

- Industrie 4.0 : 30 % des usines ont réussi leur mue.** Selon le ministre de l'Industrie M.H. Elalamy, s'exprimant à l'occasion de la 2<sup>e</sup> édition du business forum *Global Industry 4.0 Conference*, 30 % des entreprises marocaines seraient désormais des usines dites « 4.0 ». Le concept d'industrie 4.0 est employé pour désigner une nouvelle génération d'usines connectées et « intelligentes » (utilisation de l'Internet des Objets, du BigData, de systèmes de

Cloud etc.). Selon le ministre, la digitalisation de l'industrie ainsi que sa décarbonation, sont les deux chantiers en cours qui permettraient au Maroc d'être « à la pointe de la compétitivité et à la pointe de la technologie ».

- **Tanger Med consacre sa position de premier port à conteneurs en Méditerranée.** Un total de 5,77 millions de conteneurs EVP (Equivalent Vingt Pieds) a été manutentionné au sein du complexe portuaire Tanger Med en 2020, représentant une progression de 20 % par rapport à 2019, selon les chiffres définitifs communiqués par l'Autorité Portuaire Tanger Med (TPMA).
- **Relations Maroc-Nigéria et projet de gazoduc.** Selon un communiqué du Cabinet Royal, le Roi Mohammed VI et le président du Nigéria Muhammadu Buhari se sont entretenus par téléphone et ont « marqué leur détermination commune à poursuivre et concrétiser, dans les meilleurs délais, les projets stratégiques entre les deux pays, particulièrement le Gazoduc Nigéria-Maroc et la création d'une usine de production d'engrais au Nigéria ».

## SERVICES, TOURISME, SANTE & INNOVATION

- **Innovation technologique : l'ENSAM et Altran Maroc lancent la première édition de Techathon.** Prévu le 23 mars prochain, les porteurs de projets retenus auront l'occasion de présenter leurs prototypes (dans le domaine de la robotique et de l'IA) devant un jury composé de professeurs de l'ENSAM (Ecole Nationale Supérieure d'Arts et Métiers) de Casablanca, des professionnels d'Altran Maroc et d'experts nationaux et internationaux affiliés à l'Université Mohamed VI Polytechnique (Maroc) et l'Université de technologie de Belfort Montbéliard (France).
- **Tourisme : le Maroc accueillera la 24<sup>e</sup> Assemblée Générale de l'Organisation Mondiale du Tourisme,** prévue en octobre 2021 à Marrakech. En vue des préparations de l'AG, la Secrétaire Générale de l'OMT, Zurab Pololikashvili, était en visite au Maroc la semaine dernière. Cet événement, offrant une publicité notable pour la ville ocre, suscite l'espoir d'une reprise plus rapide du secteur.

## AGRICULTURE. AGROALIMENTAIRE. ENGRAIS PHOSPHATÉS

- **Le Maroc couvre l'intégralité de ses besoins en fruits, légumes et viande.** Selon le ministre de l'Agriculture, A. Akhannouch, le pays couvre 100 % de ses besoins en fruits et légumes, viandes rouges et blanches et œufs, et 99 % de ses besoins en lait et dérivés. Pour ce qui est du sucre et des céréales, le Maroc réalise respectivement un taux d'autosuffisance de 47 % et de 65 %. L'un des principaux freins à l'autosuffisance en céréales serait les faibles bénéfices engendrés (3 500 MAD de bénéfice annuel par hectare, contre 6 000 à 10 000 pour d'autres cultures).

## AIDE AU DEVELOPPEMENT – BAILLEURS INTERNATIONAUX

- **Agence Française de Développement : clôture de l'appel à candidatures pour un programme dédié aux start-ups.** Mis en œuvre au Maroc, Burkina Faso, Ghana et Sénégal, le programme Afidba vise à accompagner pendant 6 mois des entreprises inclusives en phase d'accélération. "Une entreprise est qualifiée d'inclusive quand elle intègre des populations vulnérables ou à très faible revenu, avec peu ou pas d'accès aux biens et services essentiels", précise l'AFD. Afidba est mis en œuvre au Maroc par l'incubateur Impact Lab.

## TABLEAUX STATISTIQUES

### Taux de change

	12/02/2021		05/02/2021		12/01/2021		12/02/2020	
	(jour)		(1 semaine)		(1 mois)		(1 an)	
	1 EUR	1 USD	1 EUR	1 USD	1 EUR	1 USD	1 EUR	1 USD
<b>MAD</b>	10,82	8,93	10,83	8,97	10,77	8,83	10,54	9,69

### Bourse de Casablanca (évolution du MASI)

	12/02/2021	05/02/2021	12/01/2020	31/12/2020
	(jour)	(1 semaine)	(1 mois)	
<b>Valeur</b>	11 556,59	11 713,50	11 296,99	11 287,38

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE : Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Cette revue vous est diffusée à des fins d'information seulement. Les opinions exprimées sont celles des médias et journalistes marocains et ne reflètent pas la position de l'Ambassade de France.